Le ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, le ministre du logement, le ministre délégué à la santé,
 Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 111-4, L. 111-11, R. 111-1 et R. 111-4,
 Arrêtent :

Article 1^{er}

Pour l'application du présent arrêté, les locaux sont classés selon les catégories définies dans l'article R. 111-1 susvisé, conformément au tableau suivant :

LOGEMENTS <small>(y compris ceux comprenant des locaux à usage professionnel)</small>	Pièces principales	Pièces destinées au séjour ou au sommeil, locaux à usage professionnel compris dans les logements	
	Pièces de service	Les pièces humides	<ul style="list-style-type: none"> • Cuisines, • salles d'eau, • cabinets d'aisance
		Les autres pièces de service	Pièces telles que : <ul style="list-style-type: none"> • débarras, • séchoirs, • celliers • buanderies
	Dégagements	Circulations horizontales et verticales intérieures aux logements telles que : <ul style="list-style-type: none"> • halls d'entrée, • vestibules, • escaliers, • dégagements intérieurs 	
	Dépendances	Locaux tels que : <ul style="list-style-type: none"> • caves, • combles non aménagés, • bûchers, • serres, • vérandas, • locaux bicyclettes/voitures d'enfants, • locaux poubelle, • locaux vide-ordures, • garages individuels 	
CIRCULATIONS COMMUNES	Circulations horizontales ou verticales desservant l'ensemble des locaux privés, collectifs et de service, tels que : <ul style="list-style-type: none"> • halls, • couloirs, • escaliers, • paliers, • coursives 		
LOCAUX TECHNIQUES	Locaux renfermant des équipements techniques nécessaires au fonctionnement de la construction et accessibles uniquement aux personnes assurant leur entretien, notamment installation d'ascenseur, de ventilation, de chauffage		
LOCAUX D'ACTIVITE	Tous les locaux d'un bâtiment autres que ceux définis dans les catégories logement, circulations communes et locaux techniques		

Article 2

L'isolement acoustique normalisé au bruit aérien, D_{nAT} , entre le local d'un logement, considéré comme local d'émission, et la pièce d'un autre logement du bâtiment considérée comme local de réception, doit être égal ou supérieur aux valeurs indiquées dans le tableau ci dessous, D_{nAT} étant exprimé en décibels (A) vis-à-vis d'un bruit rose à l'émission.

Isolement acoustique normalisé D_{nAT} (en décibels (A))	Local de réception : pièce d'un autre logement	
	Pièce principale	Cuisine et salle d'eau
Local d'émission : local d'un logement, à l'exclusion des garages individuels	54	51

L'isolement acoustique normalisé au bruit aérien, D_{nAT} , entre une circulation commune intérieure au bâtiment, considérée comme local d'émission, et la pièce d'un logement du bâtiment considérée comme local de réception, doit être égal ou supérieur aux valeurs indiquées dans le tableau ci-dessous, D_{nAT} étant exprimé en décibels (A) vis-à-vis d'un bruit rose à l'émission.

Isolement acoustique normalisé D_{nAT} (en décibels (A))		Local de réception : pièce d'un autre logement	
		Pièce principale	Cuisine et salle d'eau
Local d'émission : circulation commune intérieure au bâtiment	Lorsque le local d'émission et le local de réception ne sont séparés que par une porte palière ou, par une porte palière et une porte de distribution	41	38
	Dans les autres cas	54	51

L'isolement acoustique normalisé au bruit aérien, D_{nAT} , entre un garage individuel d'un logement ou un local d'activité, considéré comme local d'émission, et la pièce d'un autre logement du bâtiment considérée comme local de réception, doit être égal ou supérieur aux valeurs indiquées dans le tableau ci-dessous, D_{nAT} étant exprimé en décibels (A) vis-à-vis d'un bruit rose à l'émission.

Isolement acoustique normalisé D_{nAT} (en décibels (A))		Local de réception : pièce d'un autre logement	
		Pièce principale	Cuisine et salle d'eau
Local d'émission :	Garage individuel d'un logement ou garage collectif	56	53
	Local d'activité, à l'exclusion des garages collectifs	59	56

Article 3

L'aire d'absorption équivalente des revêtements absorbants disposés dans les circulations communes intérieures au bâtiment doit représenter au moins le quart de la surface au sol de ces circulations.

L'aire d'absorption équivalente A d'un revêtement absorbant est donnée par la formule :

$$A = S \times \alpha_w$$

où S désigne la surface du revêtement absorbant et α_w , son indice d'évaluation de l'absorption.

Les halls d'entrée et circulations communes sur lesquels ne donne ni logement, ni loge de gardien, les circulations ayant une face à l'air libre, les escaliers enclouonnés et les ascenseurs, ne sont pas visés par cet article.

Article 4

L'isolation des parois horizontales, y compris les revêtements de sol, et des parois verticales, doit être telle que le niveau de pression acoustique normalisé, L_{nAT} , du bruit perçu dans chaque pièce principale d'un logement donné, ne dépasse pas 65 décibels (A), lorsque des impacts sont produits sur le sol des locaux extérieurs à ce logement au sens de l'article 1^{er} par la machine à chocs normalisée, à l'exception :

- des balcons et loggias non situés au-dessus d'une pièce principale,
- des escaliers dans le cas où un ascenseur dessert le bâtiment,
- des locaux techniques.

Article 5

Le niveau de pression acoustique normalisé, L_{nAT} , du bruit engendré dans des conditions normales de fonctionnement, par un appareil individuel de chauffage ou un appareil individuel de climatisation d'un logement, ne doit pas dépasser 35 dB (A) dans les pièces principales et 50 dB (A) dans la cuisine de ce logement.

Toutefois, lorsque la cuisine est ouverte sur une pièce principale, le niveau de pression acoustique normalisé, L_{nAT} , du bruit engendré par un appareil individuel de chauffage du logement fonctionnant à puissance minimale, ne doit pas dépasser, dans la pièce principale sur laquelle donne la cuisine de ce logement :

- 45 dB (A), pour les logements ayant fait l'objet d'une demande de permis de construire ou d'une déclaration de travaux relative aux surélévations de bâtiments d'habitation anciens et aux additions à de tels bâtiments, déposée entre le 1^{er} janvier 1996 et le 31 décembre 2000,
- 40 dB (A) à compter du 1^{er} janvier 2001.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, le niveau de pression acoustique normalisé, L_{nAT} , du bruit engendré dans des conditions normales de fonctionnement par un appareil individuel de climatisation d'un logement, ne doit pas dépasser 40 dB (A) dans les pièces principales du logement, lorsque la demande de permis de construire ou la déclaration de travaux relative aux surélévations de bâtiments d'habitation anciens et aux additions à de tels bâtiments, a été déposée entre le 1^{er} janvier 1996 et le 31 décembre 1998.

Article 6

Le niveau de pression acoustique normalisé, L_{nAT} , du bruit engendré par une installation de ventilation mécanique en position de débit minimal, ne doit pas dépasser 30 dB (A) dans les pièces principales et 35 dB (A) dans les cuisines de chaque logement, bouches d'extraction comprises.

Le niveau de pression acoustique normalisé, L_{nAT} , du bruit engendré dans des conditions normales de fonctionnement par un équipement individuel d'un logement du bâtiment ne doit pas dépasser 30 dB (A) dans les pièces principales et 35 dB (A) dans les cuisines des autres logements.

Le niveau de pression acoustique normalisé, L_{nAT} , du bruit engendré dans des conditions normales de fonctionnement par un équipement collectif du bâtiment, tels qu'ascenseurs, chaufferies ou sous-stations de chauffage, transformateurs, surpresseurs d'eau, vide-ordures, ne doit pas dépasser 30 dB (A) dans les pièces principales et 35 dB (A) dans les cuisines de chaque logement.

Article 7

L'isolement acoustique normalisé, D_{nAT} , des pièces principales et cuisines contre les bruits de l'espace extérieur, doit être au minimum de 30 décibels (A) vis-à-vis d'un bruit routier à l'émission.

Article 8

Les limites énoncées dans les articles 2 et 4 à 7 du présent arrêté s'entendent pour des locaux de réception ayant une durée de réverbération de référence de 0,5 seconde à toutes fréquences.

Article 9

Un arrêté conjoint du ministre chargé de la construction et de l'habitation et du ministre chargé de la santé précise quelles sont les normes définissant le bruit rose mentionné à l'article 2, l'indice d'évaluation de l'absorption mentionné à l'article 3, la machine à chocs mentionnée à l'article 4, le bruit routier mentionné à l'article 7, et définit les modalités selon lesquelles sont effectuées les mesures pour la vérification de la qualité acoustique des logements.

Cet arrêté fixe également la valeur en décibels (A) de l'incertitude appelée I à prendre en compte lors de la vérification de la qualité acoustique des logements.

Le logement est considéré comme conforme aux exigences minimales requises en matière d'isolation acoustique lorsque :

- le résultat de mesure des isolements acoustiques normalisés, D_{nAT} , atteint au moins les limites énoncées respectivement dans les articles 2 et 7 du présent arrêté diminuées de la valeur de l'incertitude I,
- le résultat de mesure des niveaux de pression acoustique, L_{nAT} , atteint au plus les limites énoncées respectivement dans les articles 4 à 6 du présent arrêté augmentées de la valeur de l'incertitude I.

Article 10

Pour les surélévations et additions, on distingue :

- celles qui constituent un logement, ou un ensemble assimilé à un logement, et qui sont traitées comme tel,
- celles qui constituent l'agrandissement d'un logement, ou d'un ensemble assimilé à un logement, et pour lesquelles seules les dispositions de l'article 7 s'appliquent.

Article 11

Les dispositions du présent arrêté sont applicables à tout bâtiment d'habitation ayant fait l'objet d'une demande de permis de construire ou d'une déclaration de travaux relative aux surélévations de bâtiments d'habitation anciens et aux additions à de tels bâtiments, déposée à compter du 1^{er} janvier 1996.

Article 12

L'arrêté du 14 juin 1969, modifié par arrêté du 22 décembre 1975, relatif à l'isolation acoustique dans les bâtiments d'habitation est abrogé à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 13

Le directeur de l'habitat et de la construction est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal Officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 octobre 1994